LE COMMENTAIRE

035

DE MARC HEYD

Inutiles représailles

Immédiatement après l'effroyable et sanglant attentat commis vendredi à Pretoria, les autorités sud-africaines avaient averti qu'elles ne resteraient pas les bras croisés et qu'elles répliqueraient par la force contre les Etats voisins qui, selon elles, abritent et aident les centres de subversion, à commencer par ceux du Congrès national africain (ANC), le principal opposant noir à la sinistre pratique de l'apartheid.

Comme par ailleurs elles avaient accusé le communisme — et même Moscou « qui aurait mis la main à la pâte » — d'être à l'origine de cette tuerie, il ne restait finalement plus qu'à voir quand et comment elles s'en prendraient au Mozambique voisin et marxiste-léniniste.

La réplique n'a pas tardé et hier à l'aube l'armée de l'air sud-africaine, au nom d'un droit de poursuite plus que discutable, a attaqué un certain nombre d'objectifs militaires d'un quartier de Maputo, la capitale du Mozambique, faisant des morts et des blessés, y compris semble-t-il des civils.

Ce n'est pas la première fois que Pretoria se lance dans ce type de représailles, en vain d'ailleurs car ces dernières n'ont en rien enrayé l'opposition politique farouche de pays comme le Mozambique, l'Angola, le Botswana ou encore le Zimbabwe, pas plus qu'elles ne sont parvenues à faire taire l'ANC qui, tant bien que mal il est vrai, poursuit, souvent à partir de ces territoires, sa rebellion armée et ses attentats dans le royaume de l'apartheid.

Il y a deux ans, les Sud-Africains avaient déjà lancé un raid de représailles contre Maputo, tuant des responsables de l'ANC, et, en décembre dernier, ils s'en étaient pris à Masera, la capitale du Lesotho, où trente maquisards noirs avaient également trouvé la mort. Dans les deux cas, de nombreux gouvernements occidentaux avaient condamné ces manières de procéder. Mais de toute évidence les responsables sud-africains se soucient fort peu, ou pas du tout, de ce genre de condamnation.

Hier, M. Magnus Malan, le ministre de la Défense de Pretoria, annonçait que son gouvernement ne permettrait pas que le pays soit destabilisé par le terrorisme. Soit. Mais, pour le suivre, il faudrait que le régime sud-africain cesse d'alimenter ce terrorisme, cesse de lui fournir sa raison d'être en perpétuant un système odieux et injuste pour la grande majorité de la population.

Faute de pouvoir beaucoup frapper à l'intérieur même du pays en raison du régime ultra-policier, Pretoria pourra toujours frapper à l'extérieur de ses frontières : ce sera en vain et la complicité des Etats noirs voisins demeurera totale — et ça n'a rien à voir avec l'idéologie, qu'elle soit communiste ou non — tant que lui-même n'aura pas pris le virage décisif pour enrayer les causes profondes de la hargne justifiée des Noirs sud-africains.

M. H.